
La Grève générale de 1918

Crises, conflits, controverses

Éditorial

À l'approche du 100^e anniversaire de la Grève générale de novembre 1918, de nombreuses initiatives ont été prises pour commémorer cette crise majeure de l'histoire de la Suisse moderne, la plus importante, peut-être, depuis la guerre du Sonderbund en 1847. Si l'on pouvait s'attendre à ce que cet événement rencontre un écho important, non seulement parmi des cercles directement intéressés – historiennes, historiens, milieux syndicaux – mais aussi auprès d'un public plus large, le nombre et la diversité des manifestations commémoratives ainsi que leurs intentions, parfois contradictoires, sont tout à fait frappants. C'est que ce conflit, vieux d'un siècle, n'a guère perdu de sa charge politique, au contraire. En effet, alors que, d'un côté, une droite conservatrice cherche à rejouer, au moins symboliquement, la confrontation avec la gauche via une lecture polémique et orientée de la Grève générale, de l'autre, des productions culturelles proposent une compréhension plutôt consensuelle de cet épisode conflictuel. Quitte à s'affranchir, elles aussi, des réalités historiques et à donner une vision téléologique de ce moment, présenté comme l'acte fondateur d'une culture suisse du consensus et de la paix sociale. Nous ne mentionnerons ici que deux réalisations emblématiques : le docufiction de Hansjörg Zumstein, *Grève générale 1918. La Suisse au bord de la guerre civile*, produit par la SSR, qui met en avant sur un mode dramatique le sens des responsabilités des principaux dirigeants du mouvement ouvrier ainsi que des autorités fédérales, grâce auquel un affrontement meurtrier aurait été évité¹, et le grand théâtre populaire *1918.ch* organisé durant l'été 2018 à Olten, lieu symbolique de l'évènement. Sans préjuger du résultat final, que les délais de rédaction de la présente publication ne permettent pas de prendre en considération, relevons néanmoins la signification politique donnée à ce spectacle assuré par des groupes théâtraux et choraux provenant de toute la Suisse : « L'évènement théâtral met en exergue la grève générale, à la fois paroxysme des clivages sociaux en

1 Voir la critique qu'en fait Charles Heimberg, « La Grève générale de 1918 en Suisse : un documentaire qui brouille les esprits », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 34, 2018, pp.61-65. Signalons également le film de Frédéric Hausammann, *1918 : le choc de la Grève générale*, Lausanne, Fred Hausammann Films, 2018 (diffusion RTS, novembre 2018).

Suisse et amorce d'une culture politique de la négociation et du consensus.»² Si la ville d'Olten n'a pas toujours été fière de voir son nom associé à cet évènement conflictuel, elle soutient aujourd'hui – tout comme les autorités cantonales soleuroises, la direction des CFF et bien d'autres héritiers des adversaires des grévistes – ce grand projet culturel organisé par l'Association du Centenaire de la Grève générale.³

D'autres manifestations sont programmées. Parmi celles qui s'inspirent plus directement des résultats de la recherche historique, signalons l'exposition *1918. Guerre et paix* en cours au NMB – Nouveau Musée Bienne ainsi que celle qu'organiseront les Archives sociales suisses au Musée national à Zurich, en novembre 2018. Toutes ces activités témoignent de la forte demande sociale qui se manifeste à l'occasion des anniversaires et des commémorations, particulièrement manifeste ces dernières années : qu'on pense au centenaire de la Première Guerre mondiale, à celui de la révolution russe ou au cinquantenaire de mai 1968. Cette demande oriente fortement la production éditoriale, mais également la recherche historique.⁴ Elle ouvre ainsi de nouvelles opportunités pour revisiter et approfondir les connaissances du passé, mais peut aussi soumettre la recherche à des demandes parfois peu compatibles avec les préoccupations scientifiques.

La façon dont le mouvement ouvrier suisse, plus spécifiquement les directions syndicales, a commémoré la Grève générale au fil du temps est évidemment emblématique de la manière dont il perçoit cet évènement, l'intègre ou non en tant que symbole identitaire et le rapporte à l'évolution de ses propres pratiques militantes. Dans l'attente d'un bilan du centenaire, encore à établir, nous voudrions amener quelques éléments, très brefs, sur la commémoration du cinquantenaire, qui pourrait faire à elle seule l'objet d'un article.

Il semble en effet, mais cela mériterait d'être vérifié et approfondi, que ce soit presque à contrecœur que l'Union syndicale suisse (USS) ait célébré cet

2 Présentation du projet 1918.ch, <https://1918.ch/fr/1918-ch/> (consulté le 13.04.2018).

3 Cette association qui chapeaute la manifestation est emblématique de cette approche conciliatrice puisqu'elle est présidée par une ancienne conseillère d'État libérale-radical, Esther Gassler, et qu'y figure également le conseiller aux États socialiste soleurois Marco Zannetti. <https://1918.ch/fr/organisateur/> (consulté le 13.04.2018).

4 À titre d'exemple, pour la recherche historique signalons quelques récents projets soutenus par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) (cf. <http://p3.snf.ch>) : « Die Schweiz im Ersten Weltkrieg : Transnationale Perspektiven auf einen Kleinstaat im totalen Krieg » (Universités de Zurich, Genève et Lucerne, 2012-2015) ; « Le spectacle de la révolution. Histoire des commémorations de la révolution russe d'Octobre 1917 » (Université de Lausanne, 2014-2017) ; « Krieg und Krise. Kultur-, geschlechter- und emotionshistorische Perspektiven auf den schweizerischen Landesstreik vom November 1918 » (Université de Berne, 2016-2019). Une ambitieuse étude sur les vétérans de la Première Guerre mondiale débute également : « Wages and the great war : evidence from the largest draft lottery in history » (Université de Zurich, 2018-2021).

anniversaire :⁵ comme si, en 1968, cet épisode hautement conflictuel des rapports de classes en Suisse était devenu un souvenir encombrant pour les dirigeants d'un mouvement ouvrier qui se veut résolument réformiste et prône, en collaboration avec l'État et le patronat, le développement de relations contractuelles entre « partenaires sociaux ». ⁶ Certes, l'USS organise un Congrès extraordinaire pour marquer l'évènement et celui-ci réunit un demi-millier de personnes, le samedi 16 novembre 1968, à Olten. Mais à l'évidence, l'évocation de ce « douloureux anniversaire »⁷ – selon l'expression d'un rédacteur de la *Revue syndicale suisse* – s'intègre bien mal aux habitus syndicaux développés depuis l'entre-deux-guerres. Elle insuffle en revanche aux trois orateurs du jour d'intéressantes synthèses dialectiques sur les leçons et messages d'apaisement qu'il convient de tirer des événements de novembre 1918.⁸ Ainsi du président de l'USS, le conseiller national socialiste Hermann Leuenberger (1901-1975), qui en retient les enseignements suivants :

La grève générale a montré quels fossés infranchissables peut ouvrir l'incompréhension entre les groupes sociaux. L'effort de compréhension, la volonté de rechercher des solutions acceptables

5 Cf. Séveric Yersin, *Willi Gautschi (1920-2004) et la Grève générale de 1918 : écrire, réécrire l'histoire*, mémoire de licence, Université de Lausanne, automne 2017, pp. 167-188.

6 Selon les termes mêmes de Giacomo Bernasconi, secrétaire de l'USS, lors d'une conférence tenue à l'été 1968 devant la *Schweizer Verband Volkdiens Soldatenwohl* et publiée dans la *Revue syndicale suisse*, n° 11, novembre 1968, p. 306 ; Séveric Yersin, *Willi Gautschi (1920-2004)*..., p. 181.

7 J. M. [Jean Möri], *Revue syndicale suisse*, n° 11, novembre 1968, p. 305.

8 Les discours prononcés sont reproduits en intégralité dans la *Revue syndicale suisse*, n° 12, décembre 1968, pp. 337-358. Le programme musical, qui marie le baroque aux airs de divertissement pour se terminer sur une note plus politique, mériterait à lui seul une analyse spécifique : « Sous la direction de Peter Escher, l'Orchestre de la ville d'Olten ouvrit la cérémonie avec le concerto grosso en fa majeur, de Scarlatti. Après la cérémonie, la Musique des cheminots régala l'auditoire par un concert de musique légère américaine et viennoise [...]. La clôture de cette cérémonie commémorative fut particulièrement émouvante. Accompagnée par la Musique des cheminots, l'assistance debout entonna le "Salut à la liberté" dont les paroles avaient été imprimées par les organisateurs prévoyants dans le programme de cette journée commémorative » (pp. 337 et 338). Le chant en question est sans doute le « Brüder, Zur Sonne, Zur Freiheit », originellement écrit à la fin du XIX^e siècle par le Russe Léonid Radin, traduit dans plusieurs langues. Remanié au fil du temps, il est devenu un classique du répertoire lyrique de la gauche social-démocrate autant que communiste ou stalinienne dans les deux Allemagnes d'après la partition. Il serait intéressant de consulter les paroles de la version chantée à Olten. À noter que le compte rendu allemand de la cérémonie diffère sur quelques points de la relation qu'en fait la *Revue syndicale* ; cf. Schweizerischer Gewerkschaftsbund, *Protokoll des 39. (ausserordentlichen) Gewerkschaftskongresses 1968 zur Erinnerung an den Generalstreik 1918. Samstag, 16. November 1918 im Rest. Olten-Hammer in Olten/SO*, Olten, s.d. [Les auteurs remercient A. Zimmermann de les avoir rendus attentifs à cette curiosité, qui vaudrait d'être interrogée].

pour tous sont donc des éléments vitaux de la démocratie, et tout particulièrement d'une démocratie comme la nôtre.⁹

Rappelons également qu'à cette occasion deux ouvrages historiques ont été commandés par l'USS.¹⁰ L'un, substantiel (plus de 400 pages), rédigé en allemand, est l'œuvre de Paul Schmid-Ammann, ingénieur agronome ETH, animateur de l'opposition paysanne de gauche dans les années 1930 et ancien rédacteur en chef du *Volksrecht*. L'autre, au motif un peu curieux «qu'il ne pouvait être question de publier une traduction intégrale»¹¹ du livre de Schmid-Ammann, est demandé au syndicaliste romand Constant Frey, qui rend une copie plus courte (200 pages), destinée au public francophone.

Les deux ouvrages, qu'il faudrait lire à la lumière de leur contexte de publication, présentent plusieurs points communs (celui de Frey s'appuyant en partie sur le travail de Schmid-Ammann, fondé sur un dépouillement archivistique), mais aussi quelques différences qu'il serait intéressant d'étudier. Si Schmid-Ammann, comme Frey, tirent tous deux un bilan positif des conséquences historiques de la Grève générale, Frey exprime un grand scepticisme au sujet de l'efficacité de la grève en tant que moyen d'action, auquel il oppose le modèle du «syndicalisme contractuel».¹² Ces deux publications seront en partie éclipsées par le livre-référence de Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, paru la même année et demeuré, comme celui de Schmid-Ammann du reste, sans traduction française à ce jour.¹³

Hormis certains adversaires de la politique de la «paix du travail», la Grève générale de novembre 1918, du moins dans sa dimension subversive, ne semble plus guère inspirer ni passionner – quand elle ne les embarrasse pas – les dirigeants syndicaux de 1968.¹⁴ La portion de plus en plus congrue réservée à

9 *Revue syndicale suisse*, n° 12, décembre 1968, p. 345.

10 Paul Schmid-Ammann, *Die Wahrheit über den Generalstreik von 1918. Seine Ursachen, sein Verlauf, seine Folgen*, Zürich, 1968 et Constant Frey, *La grève générale de 1918*, Genève, 1968.

11 D'après G. Diacon et J. Möri, respectivement vice-président et secrétaire de l'USS, qui préfacent l'ouvrage de Frey; cf. Constant Frey, *La grève générale de 1918...*, p. 9; cf. également Séveric Yersin, *Willi Gautschi (1920-2004)*..., p. 181.

12 «[...] notre syndicalisme contractuel est autrement plus efficace que l'incessant recours aux grèves tournantes ou générales en honneur dans certains pays voisins», Constant Frey, *La grève générale de 1918...*, p. 202.

13 Voir à ce propos l'article de Séveric Yersin dans le présent volume.

14 Comme le montre un séminaire organisé en 1968 par l'USS, commenté par Marc Vuilleumier, «Introduction générale», in *Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse 1864-1960*, Lausanne/Genève, 2015, pp. 52-53. A contrario, Claude Cantini, «La grève générale de 1918 dans son contexte économique et social», *Services publics*, n° 36 à 43, septembre-octobre 1968, republié dans Claude Cantini, *Pour une histoire sociale et antifasciste. Contributions d'un autodidacte*, Lausanne, 1999, pp. 104-139.

la Grève générale dans les publications jubilaires du mouvement ouvrier offre un autre témoignage des distances croissantes prises avec l'évènement: alors que la monographie parue à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'USS, au début des années 1930, consacrait encore une dizaine de ses quelque huit cents pages à la Grève générale, celle du centenaire, parue en 1980 et il est vrai nettement plus mince (271 pages), expédie le gros du sujet en deux paragraphes dus à la plume de l'historien Roland Ruffieux.¹⁵

Il faut attendre son 80^e anniversaire, en 1998, pour que la Grève générale retrouve, pour ainsi dire, une seconde jeunesse auprès de la gauche institutionnelle. En effet, à l'occasion du congrès annuel de l'USS, l'historien Sébastien Guex est invité à tenir une conférence intitulée «La grève générale de novembre 1918 et son actualité aujourd'hui», reprise dans une publication qui contient également une contribution du président de l'USS, Paul Rechsteiner.¹⁶ À cette occasion, la centrale syndicale ne revient pas seulement sur l'histoire de la Grève générale, mais elle affirme l'intérêt de celle-ci pour les luttes contemporaines. Depuis, plusieurs brochures syndicales consacrées aux grèves ont paru, qui incluent des aperçus historiques dans lesquels le souvenir de la Grève générale est volontiers convoqué à l'appui des batailles militantes à mener.¹⁷ Le Parti socialiste suisse lui-même lui consacre, sous la plume de deux historiens, une place non négligeable dans la monographie publiée à l'occasion de son 125^e anniversaire.¹⁸

Cette évolution est à mettre en relation avec les profonds changements dans les rapports de travail survenus dans les années 1990 du fait de la crise économique et de l'offensive néolibérale. Le durcissement des rapports sociaux a en effet conduit les salarié-e-s et leurs représentant-e-s à recourir à nouveau plus fréquemment à la grève, qui retrouve une certaine place dans le répertoire

15 Voir *L'Union syndicale suisse. 1880-1930. Ouvrage publié à l'occasion du cinquantième, à la demande de la commission syndicale*, Berne, 1933, pp. 156-165 et *Un siècle d'Union syndicale suisse 1880-1980*, Fribourg, 1980, p. 23.

16 SGB (éd.), *Der Schweizerische Generalstreik 1918 und seine aktuelle Bedeutung. Zwei Beiträge, Dokumentation SGB n° 63*, février 1999, disponible en ligne <http://generalstreik.ch/wp-content/uploads/2017/01/99-63-D.pdf> (consulté le 13.04.2018). Pour une version française de l'article de Sébastien Guex, voir Parti socialiste lausannois (éd.), *Les 80 ans de la grève générale. Actes de la conférence organisée par le PSL le 16 décembre 1998*, Lausanne, 1999 avec une introduction de Pierre-Yves Maillard, «La grève, manifestation de liberté» et une contribution de Charles Heimberg, «La place de la Grève générale de 1918 dans la mémoire dominante et dans la conscience du mouvement ouvrier».

17 Notamment : USS (éd.), *Des grèves en Suisse : quelque chose a changé*, Berne, 2000 ; USS (éd.), *La grève, ça paie! Les conflits de travail en Suisse depuis la grève générale de 1918*, Berne, 2008. L'ouvrage paru à l'occasion du 125^e anniversaire de l'USS y consacre également plusieurs pages : Valérie Boillat et al., *La valeur du travail : histoire et histoires des syndicats suisses*, Lausanne, 2006.

18 *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans. Parti socialiste suisse*, Zurich, 2013, pp. 112-118 et 130-137.

d'action du syndicalisme suisse.¹⁹ En vue du centenaire de la Grève générale, et dans l'idée d'intervenir en amont afin de poser les termes du débat, l'USS a anticipé la commémoration et organisé le 15 novembre 2017 un colloque historique qui visait à faire un état de la recherche scientifique et à débattre des interprétations de ce moment crucial du développement du mouvement ouvrier. Ce fut certes l'occasion de promouvoir l'interprétation donnée aussitôt après les événements par Robert Grimm et les principaux dirigeants ouvriers, celle des « vaincus vainqueurs », qui traduite en termes d'actualité devient « La grève, ça paie ! ». Vue à un siècle de distance par les dirigeants syndicaux d'aujourd'hui, la Grève générale de novembre 1918 se présenterait ainsi comme une étape décisive vers la modernisation de la société suisse, elle-même portée par un mouvement ouvrier qui aurait repris en héritage la tâche historique des radicaux de 1848.²⁰ Au-delà de cet exercice de légitimation politique, ce colloque a surtout été l'occasion d'une discussion historique approfondie à laquelle ont participé de nombreux spécialistes.²¹ La suite des événements n'a finalement pas donné tort à l'USS et à son action préventive quant aux interprétations qui seraient faites de la Grève, puisqu'en janvier 2018 la droite conservatrice a cherché, sans surprise, à ressusciter la momie du vieux mythe de la Grève générale comme tentative d'insurrection bolchevique, sur laquelle nous reviendrons.

Mais la marche du temps n'a pas pour unique conséquence de fournir prétexte à commémorations. Ainsi, le cinquantenaire a coïncidé avec l'ouverture légale de l'accès à des archives restées jusque-là inaccessibles à la recherche et a marqué, sinon un renouvellement interprétatif complet, du moins un tournant important dans l'historiographie de la Grève générale. S'il est trop tôt pour prendre la mesure, sous cet aspect, de ce qu'apportera le centième anniversaire de la Grève, on voudrait que celui-ci, grâce aux recherches dont il a déjà stimulé le lancement, soit aussi l'occasion de restaurer, sur le plus long terme, un intérêt quelque peu dissipé pour les thématiques d'histoire sociale.

L'idée de consacrer un numéro spécial de *traverse* à la Grève générale de 1918 s'inscrit dans cette perspective. Née fin 2014, elle a pris corps durant l'été 2015, au cours duquel s'est élaboré un premier plan d'ensemble du volume. D'emblée, quelques principes ont été adoptés : il s'agissait, dans la mesure du possible, d'offrir un recueil qui fasse le point sur certaines grandes thématiques

19 Andreas Rieger, « Nouveau cycle de conflits de travail », in Vania Alleva, Andreas Rieger (éd.), *Grèves au xx^e siècle*, Berne, 2017, pp. 149-157. Cet ouvrage est également disponible en allemand et en italien.

20 Paul Rechsteiner, in USS/SGB (éd.), *Centenaire de la grève générale ! Origines, conflits, conséquences. Interventions du colloque du 15 novembre 2017 / 100 Jahre Landesstreik : Ursachen, Konfliktfelder, Folgen. Reader zur Tagung vom 15.11.2017*, Berne, 2018, pp. 3-7.

21 *Idem.*

de la Grève générale et qui propose des pistes de recherche à partir d'un état des lieux bibliographique, selon le modèle que *traverse* avait déjà développé dans le cadre de sa série sur l'historiographie suisse.²² Une table des matières provisoire est élaborée dans ce cadre et adoptée par la rédaction. Le centième anniversaire approchant, l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AÉHMO) envisageait elle aussi de consacrer une prochaine livraison de ses *Cahiers* à la Grève générale, si bien que, début 2016, des contacts sont pris entre les deux équipes rédactionnelles, qui s'entendent aussitôt sur le projet de travailler à un numéro commun.²³

Soumise à nos éditeurs respectifs, les Éditions d'en bas à Lausanne et Chronos à Zurich, l'idée d'agréger les forces plutôt que de les disperser sur deux projets forcément un peu concurrents est accueillie avec enthousiasme. Après tout, le centenaire de la Grève générale ne fournissait-il pas une excellente occasion de réunir, par-delà les barrières linguistiques, deux éditeurs dont le catalogue témoigne du rôle éminent qu'ils ont joué dans la diffusion, des deux côtés de la Sarine, de travaux d'histoire sociale et d'histoire du mouvement ouvrier ?

Rappelons à ce propos que ce n'est pas la première fois que les Éditions d'en bas et Chronos associent leurs efforts dans une démarche éditoriale commune : publié il y a une vingtaine d'années, le volume *Histoire sociale et mouvement ouvrier – Sozialgeschichte und Arbeiterbewegung, 1848-1998* est le fruit de cette collaboration passée, alors initiée par l'AÉHMO.²⁴ Se présentant comme une contribution alternative au 150^e anniversaire de la Confédération, l'ouvrage réunissait une quinzaine d'auteurs, tant Alémaniques que Romands et Tessinois, et combinait bilans historiographiques et recherches prospectives. Il fait encore référence aujourd'hui, d'autant que les pistes de recherche qu'il ouvrait alors sont pour la plupart restées en friche : c'est que, depuis la fin du siècle dernier, capté par d'autres objets et d'autres formes de conflictualités à interroger, l'intérêt des jeunes chercheuses et chercheurs pour l'histoire sociale et pour l'histoire du mouvement ouvrier, dont l'enseignement a presque déserté les facultés, est en net reflux.

Le présent volume se ressent, bien sûr, de cette désaffection. Bien que préparé très en amont, dans l'objectif de permettre aux contributeurs pressentis de compléter leurs matériaux par d'éventuelles recherches *ad hoc*, certaines thématiques sont

22 *L'histoire économique en Suisse – une esquisse historiographique, traverse* 2010/1 ; *L'histoire sociale de la Suisse – une esquisse historiographique, traverse* 2011/1 ; *L'histoire culturelle en Suisse – une esquisse historiographique, traverse* 2012/1 ; *L'histoire politique en Suisse – une esquisse historiographique, traverse* 2013/1.

23 On signalera également les échanges avec les éditeurs du volume : Roman Rossfeld, Christian Koller, Brigitte Studer (éd.), *Der Landesstreik. Die Schweiz im November 1918*, Baden, 2018.

24 Brigitte Studer, François Vallotton (éd.), *Histoire sociale et mouvement ouvrier : un bilan historiographique – Sozialgeschichte und Arbeiterbewegung : eine historiographische Bilanz 1848-1998*, Lausanne/Zurich, 1997.

ainsi restées en quête d'auteurs ou n'ont pas pu être traitées dans leur pleine dimension. D'emblée nous nous étions mis d'accord pour donner à ce numéro à la fois une ouverture comparatiste, non pas uniquement helvético-centrée, et une dimension nationale, au sens de transrégionale. Quant à l'ouverture comparatiste, le défi a été relevé – et fort bien nous semble-t-il – par Marcel van der Linden, dont l'article replace les événements de novembre 1918 dans le cadre d'une histoire internationale des conflictualités sociales, envisagées sur la moyenne et courte durée. Pour ce qui concerne la dimension nationale, le bilan est en revanche plus mitigé, tant il est vrai qu'il ne suffit pas de réunir des auteurs et des éditeurs appartenant aux différentes régions linguistiques de Suisse pour se donner aussitôt les moyens de produire une histoire pensée à l'échelle du territoire.

Dans le cas de la Grève générale, cette dimension nationale – mieux rendue ou, du moins, mieux *affirmée* en allemand par la notion de *Landesstreik* – est particulièrement problématique, puisqu'à s'en tenir aux seuls événements de l'automne 1918 le gros de l'affaire se noue et se dénoue, on le sait, en Suisse alémanique, où les villes de Zurich, de Berne et de Bâle jouent les premiers rôles, tandis que le mouvement est moins suivi en Suisse romande et largement boudé au Tessin. Il paraît donc difficile, même par commodité de langage, même compte tenu du fait que le champ de manœuvre principal du conflit engage les centres de gravité du pouvoir économique et politique suisse, de parler pour autant de Grève générale « nationale ».

Notre idée première était, ici, de reposer ce problème d'une autre manière, de s'affranchir de la chronologie courte de l'histoire-bataille et de se libérer de l'espace, quelque peu confiné, de la Grève générale étudiée en ses seuls épïcêtres. En d'autres termes, il s'agissait d'élargir l'enquête à toutes les formes de mobilisations populaires et ouvrières survenues durant et au sortir de la guerre, et non pas seulement durant les quelques semaines qui précèdent et suivent la Grève, et de porter le regard dans les différentes régions de Suisse, et non pas exclusivement sur celles où l'appel du Comité d'Oltén fut suivi d'effets. Les trois études de cas que nous publions dans ce numéro, dues à Gabriele Rossi pour le Tessin, à Adrian Zimmermann pour les cantons de Berne et d'Argovie et à Marc Perrenoud pour la ville de La Chaux-de-Fonds, vont dans cette direction et apportent des matériaux neufs sur le sujet. Toutes trois invitent à reformuler *différemment* la question de la dimension nationale de la Grève générale en l'inscrivant dans une séquence plus longue des mobilisations provoquées par la profonde dégradation des conditions de vie, la politique des pleins pouvoirs, un antimilitarisme croissant et, *last but not least*, un contexte international marqué, depuis 1916, par la montée irrépessible des luttes sociales. Il faudrait, évidemment, reporter la cartographie et les rythmes de la radicalisation en

Suisse à celle des différentes configurations politiques régionales, des traditions ouvrières spécifiques, qui rendent également compte des particularités du tissu socio-économique local : une focale trop exclusivement zurichoise, pour central qu'ait été le rôle de cette ville dans le déclenchement et le déroulement des événements, dispense d'avoir à se poser de telles questions et, du même coup, de se donner la peine de comprendre la Grève générale comme une figure, parmi d'autres possibles, d'une contestation sociale rendue à ses dimensions nationales, mais aussi internationales, dans une temporalité de plus longue durée. Dans cette perspective, on lira avec profit l'article de Christian Koller, qui replace la Grève générale dans le contexte plus large de l'histoire des grèves en Suisse.

Force est de constater que l'histoire *sociale* des événements de novembre 1918 reste encore largement à faire. Indispensable, l'histoire-bataille des faits et décisions qui se prennent au niveau des grands appareils de direction, dans les états-majors militaires, patronaux et politiques – y compris ceux du mouvement ouvrier – nous est plus ou moins connue. L'article de Pierre Eichenberger, consacré aux organisations patronales suisses, montre que celles-ci ont anticipé, dès avant la Première Guerre mondiale, l'éventualité d'une grève générale. Elles s'y sont longuement préparées, notamment à l'international, en discutant avec leurs consœurs européennes, si bien qu'elles ne se trouvèrent nullement dépourvues, comme on l'a parfois prétendu, quand le moment fut venu. Apportant des matériaux absolument neufs sur la façon dont les classes dominantes ont affronté ce moment paroxystique des luttes sociales, l'article met également en valeur, sur le plan plus général, l'intérêt que les archives patronales – lorsqu'elles sont accessibles – présente pour l'étude du mouvement ouvrier et des luttes sociales. Elle appelle également à examiner l'histoire des mouvements sociaux et de leur répression durant et au sortir de la Première Guerre mondiale dans une perspective comparatiste et transnationale.²⁵

La contribution d'Elisabeth Joris examine, quant à elle, le positionnement des organisations féminines, bourgeoises et socialistes, par rapport à la Grève générale ; elle montre bien, autour de la discussion sur le deuxième point des neuf revendications du Comité d'Olten, à savoir l'introduction du suffrage féminin et du droit d'éligibilité des femmes, les fortes tensions qui travaillent solidarités de genre et solidarités de classe. Est également rappelé, dans une perspective plus proche de l'histoire de « celles d'en bas », le rôle éminent des femmes dans lesdites « manifestations de la faim » qui, dès 1916, éclatent dans plusieurs villes de Suisse. Nul doute, à cet égard, qu'une *gender history* qui associerait histoire des représentations du genre et histoire *sociale* du genre fournirait un excellent chapitre

25 Voir à ce propos Robert Gerwarth et John Horne, « Vectors of Violence : Paramilitarism in Europe after the Great War, 1917-1923 », *The Journal of Modern History*, 83/3, 2011, pp. 489-512.

à une histoire populaire des mobilisations sociales durant la Première Guerre mondiale. Quid, en effet, des classes qui ne laissent pas de traces archivistiques autres que celles constituées sur elles à des fins d'administration, de contrôle ou de répression? Quid, en d'autres termes, par-delà les manifestes partisans, les publications associatives ou les résolutions d'appareil, des réactions de la base ouvrière et, plus largement, de la population elle-même face aux privations, aux troubles et aux mouvements sociaux de l'époque? Comment les sans-grade ont-ils perçu la Grève générale, compris ses enjeux, vécu son déroulement et accueilli sa déroute finale? L'histoire des gens sans histoire se laisse, on le sait, difficilement documenter.²⁶ Toutefois, la connaissance des archives existantes et la découverte (ou la redécouverte) de fonds documentaires, abordés sous un jour nouveau ou non, permettraient peut-être de mieux développer cette histoire vue d'en bas et constituent un préalable nécessaire au renouvellement des problématiques. C'est pourquoi nous avons demandé à Christian Koller, directeur des Archives sociales à Zurich, Rita Lanz, archiviste du syndicat Unia et Adrian Zimmermann, historien du mouvement ouvrier, une présentation des fonds d'archives utiles à la recherche sur la Grève générale, en Suisse et à l'étranger. L'article de Florian Eitel introduit deux sources biennoises. L'une est un montage photographique donnant à voir un blocage de train en gare de Bienne (ce type de source, dont l'émetteur semble être proche des grévistes, n'est pas courant), et l'autre un rapport sur la grève qui, chose rare également, émane d'un membre du comité de grève local, simple aiguilleur de profession. Si les parcours des membres du Comité d'Oltén et des accusés du grand procès de 1919 sont connus, ceux des sans-grade des comités de grèves locaux le sont beaucoup moins. Une analyse prosopographique, au niveau national, des différentes trajectoires de ces militants permettrait d'approfondir l'analyse et, peut-être, de questionner certains aspects de l'histoire du mouvement ouvrier suisse: certains d'entre eux ont été licenciés, se sont éloignés du militantisme ouvrier ou se sont « mis à leur compte » pour échapper à la répression patronale, alors que d'autres ont continué à militer dans les syndicats ou dans les organisations de gauche, connaissant diverses fortunes de carrière.

Quant au renouvellement des problématiques, on voudrait dire quelques mots de la démarche des deux auteurs d'un article récemment paru dans la *Neue Zürcher Zeitung*, qui, à l'occasion du centenaire de la Grève générale, appellent à jeter un regard neuf sur celle-ci.²⁷ Constatant que la dégradation des conditions

26 À cet égard, on se reportera à l'ouvrage de Stefan Keller, *Die Zeit der Fabriken. Von Arbeitern und einer roten Stadt*, Zürich, 2001 qui intègre le journal intime du grand-père de l'auteur, « dragon » thurgovien mobilisé pour mater les grévistes à Zurich d'abord, puis à Schaffhouse.

27 Tobias Straumann, Rudolf Jaun, « Kulmination der Klassengegensätze? Die Geschichte des Landesstreiks von 1918 muss neu gedeutet werden », *Neue Zürcher Zeitung*, 25.01.2018.

de vie connaît un arrêt dans la seconde moitié de l'année 1918, alors même que les autorités fédérales et locales ont finalement pris un certain nombre de mesures pour organiser le marché et soulager les misères et que le climat politique s'est détendu, ils en viennent à critiquer comme trop simpliste l'explication, aujourd'hui admise par la majorité des historiennes et des historiens, de la Grève par les causes socio-économiques. Celles-ci, plaident-ils à juste titre, ne suffisent pas à rendre compte de l'évènement et la portée explicative que leur aurait prêtées Willi Gautschi dans son ouvrage de référence aurait ainsi conduit à sous-estimer le rôle dynamique joué par les représentations que les acteurs se sont faites de la situation, par le poids des incertitudes et des émotions inhérentes à l'action politique, par les luttes d'appareil (notamment entre l'Union ouvrière de Zurich et le Comité d'Olten), ainsi que par les manœuvres tactiques de tous bords.

Aborder la Grève générale par l'étude de ses causes sociales et matérielles ou l'envisager, sur le plan politique, comme l'expression paroxystique d'un conflit de classe entre groupes sociaux dont les intérêts divergent, n'empêche pas, à notre avis, de l'appréhender également comme un *processus*, comme une forme ouverte, dont la dynamique échappe en large partie aux intentions des acteurs impliqués.²⁸ C'est d'ailleurs, ainsi que l'enseigne la sociologie des mobilisations de Michel Dobry, le propre de tout mouvement social d'envergure de se développer en créant, pour ainsi dire, son propre contexte, sa propre conjoncture, presque indépendamment des causes mêmes qui l'ont produit.²⁹ Il paraît donc évident qu'une analyse processuelle du déroulement de la Grève ouvre sur une compréhension plus fine du comportement des acteurs, qui n'agissent jamais que les uns par rapport aux autres, dans un enchaînement d'anticipations réciproques qui les contraignent tous à l'improvisation, dans des circonstances par ailleurs changeantes et qu'ils ne maîtrisent pas. Mais si une telle approche paraît souhaitable en ce qu'elle permet de rompre avec une lecture intentionnaliste de la Grève, il n'est pas certain qu'elle fragilise l'interprétation selon laquelle les raisons profondes de cette mobilisation politique sans précédent sont d'ordre économique et social. Après tout, ce n'est pas parce que la situation matérielle semble s'améliorer à l'été 1918, que l'exaspération produite par la dureté des temps n'a pas joué un rôle direct dans les raisons qu'ont eues les contemporains de se révolter : rappelons tout de même qu'en juin 1918, sur une population d'un peu moins de 4 millions d'habitants on dénombrerait plus de 690 000 indigents en Suisse.³⁰ Et puis on sait, depuis Ernest Labrousse au moins, que si la

28 Sur ces problématiques, voir le numéro de *traverse* consacré à l'histoire du scandale : *Scandale ! ; Skandal !, traverse* 2015/3.

29 Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris 2009 (1^e édition 1986).

30 Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Einsiedeln, 1968, p. 38.

crise économique et l'avancée des misères n'accouchent pas systématiquement, loin s'en faut, d'une crise politique majeure, leur non-concomitance temporelle n'invalide pas l'hypothèse d'une forte relation causale.³¹

Un débat historique au sujet des causes matérielles de la Grève semble d'autant plus souhaitable qu'il est aujourd'hui très *trendy* de gloser sur le « narratif de la Grève générale ». Au « narratif » de la Grève comme « complot bolchevique », porté par la droite et qui a dominé le récit des événements jusqu'à la publication, en 1968, du livre-référence de Gautschi, se serait substitué, porté par la gauche, un nouveau « narratif » dominant, celui de la Grève comme « émeute de la faim », résultant de l'exaspération de la population face à la dégradation massive des conditions de vie.³² Outre le fait que, du point de vue historique, ces deux versions des causes de la Grève générale ne peuvent pas être mises sur le même pied – la première ressortit du domaine de la fiction et de la manipulation idéologique alors que la seconde est un fait avéré et vérifié par la recherche – une telle compréhension du cadre interprétatif proposé par Gautschi paraît quelque peu réductrice. L'article de Séveric Yersin, fondé sur le dépouillement des archives personnelles de l'historien argovien, désormais disponibles, et sur une lecture serrée de ses ouvrages, propose ici une approche nouvelle des raisons pour lesquelles l'interprétation des événements avancée par l'auteur de *Der Landesstreik 1918* fit plutôt consensus, même auprès d'une partie de la droite, dans le contexte des années 1960.

Signalons qu'il était prévu d'ouvrir ce numéro à une analyse des représentations littéraires de la Grève générale. Elles ne sont pas très nombreuses, mais pas inexistantes non plus : outre le célèbre récit de Meinrad Inglin *Schweizerspiegel* (1938), un roman comme celui de Charles Ferdinand Ramuz, *Les signes parmi nous. Tableau*, mériterait quelque attention historique.³³ Publiée en 1919, l'œuvre évoque un colporteur de bibles parcourant les campagnes, confronté à l'épidémie de « grippe espagnole » et aux mouvements sociaux de l'année 1918, autant de « signes » qui lui font craindre la venue de l'Apocalypse... Loin de nous, donc, l'idée de contester que de nouvelles démarches, issues de l'histoire

31 Francis Démier, « « Comment naissent les révolutions »... cinquante ans après », *Revue d'histoire du XIX^e siècle, Cinquante ans de recherches sur 1848*, 1997/1, pp. 31-49.

32 Tobias Straumann, Rudolf Jaun, « Kulmination der Klassegegensätze... ».

33 Comme le suggérait Marc Vuilleumier, « La grève générale de 1918 en Suisse », in Marc Vuilleumier et al. (éd.), *La grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, 1977, p. 34 ; l'article est repris dans Marc Vuilleumier, *Histoire et combats...*, pp. 461-512. Autre roman à signaler, celui de Jean-Paul Zimmermann (1889-1952), *L'étranger dans la ville*, écrit peu après la Grève et publié en 1931. Dans ce roman à clés, la réaction à la Grève générale au Locle est décrite avec ironie, dans une ambiance d'inquiétude qui s'alimente elle-même. Il existe un fonds Zimmermann à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds, où se trouve aussi le fonds du pasteur Paul Pettavel qui contient d'importants documents inédits sur la Grève générale au Locle.

culturelle, n'aient leur pierre à apporter à la connaissance du sujet, même si, faute d'espace ou d'auteurs disponibles, cette orientation n'est pas mise en vedette ici. On trouvera toutefois dans le présent numéro plusieurs contributions qui, sans prétendre renouveler les approches de la cave au grenier, font une large place à l'analyse du rôle qu'ont joué les représentations, les affects et les émotions dans l'histoire de la Grève générale. Michel Caillat et Jean-François Fayet proposent ainsi une genèse historique minutieuse de l'origine du mythe de l'ingérence bolchevique dans la Grève générale et rapportent le succès comme la longévité de ce véritable *canard* de propagande aux différentes fonctions sociales et politiques qu'il a remplies dès le lendemain de la Grève et jusqu'à des temps récents. Le court essai de Hans Ulrich Jost reprend en partie cette question en montrant comment, dès avant la Grève elle-même, la droite bourgeoise stigmatise la social-démocratie et cherche à créer l'émoi par des effets répétés d'épouvantail. La grève des employés de banque à Zurich, qui précède de quelques semaines la Grève générale, est vécue par les élites comme un prélude à la révolution et renforce, dans le camp de la droite et des chefs militaires, les partisans de la manière forte. Surjouée ou sincèrement éprouvée, la crainte du complot bolchevique, ourdi par l'étranger et visant à l'insurrection, permet de justifier l'intransigeance des forces, civiles et militaires, qui souhaitent en découdre une fois pour toutes avec le mouvement ouvrier.

La Grève passée, cette même thèse de l'intention révolutionnaire est instrumentalisée à diverses fins, notamment pour tenter de renforcer l'arsenal répressif de l'État, à l'exemple de la fameuse Lex Häberlin rejetée en votation populaire en 1922, ou pour stigmatiser le mouvement ouvrier. Elle pèsera d'ailleurs à tel point sur les militants syndicaux et socialistes que ceux-ci n'auront de cesse, à commencer par les dirigeants du Comité d'Olten lui-même, de désigner la misère matérielle du monde ouvrier comme la principale cause de la Grève, qu'ils s'empressent de vider, peut-être un peu vite, de tout contenu subversif:³⁴ plus l'heure est à une politique de collaboration avec le patronat et les institutions bourgeoises, plus le souvenir des événements de novembre 1918 devient gênant. La pratique de la grève en tant que moyen de lutte est alors non seulement remise en question, mais bientôt rejetée comme étrangère à l'esprit national.

C'est que les conséquences de la Grève générale débordent, et largement, du seul monde ouvrier. On pourra discuter longtemps de la question de savoir si la Grève a accéléré le développement de l'État social, ou si, au contraire, elle l'a freiné et n'a servi qu'à renforcer la droite dure ainsi que les fractions les plus conservatrices et chauvines du mouvement ouvrier. Une chose paraît certaine en

34 Marc Vuilleumier, «La grève générale...», p. 9.

tout cas : l'image de l'étranger, qui sert à la fois de bouc émissaire sur lequel il est commode de se défaire et de repoussoir sur lequel se construit un discours nationaliste aux accents xénophobes et antisémites, en sort profondément et durablement affectée. Consacré à la Grève générale et à l'immigration de guerre, l'article de Silvia Arlettaz montre que, lorsque les événements de novembre éclatent, un argumentaire déjà bien rodé permet au bloc bourgeois-paysan de présenter la situation comme la résultante non suisse de l'influence délétère des étrangers sur la politique intérieure – le mythe du complot bolchevique étant, là encore, convoqué avec succès. C'est ainsi que, non sans la complaisance ultérieure d'une partie du mouvement ouvrier, par ailleurs stigmatisé durant la guerre pour son engagement en faveur des déserteurs et réfractaires réfugiés en Suisse, la Grève générale sera instrumentalisée avec succès par la droite nationaliste pour obtenir des autorités qu'elles mettent en place une politique migratoire dite défensive, calquée sur les besoins du marché national. Ce sera chose faite avec la première loi fédérale sur les étrangers de mars 1931 qui orientera toute la politique migratoire suisse jusqu'au début du XXI^e siècle.

On ne trouvera pas dans ce numéro de contribution qui propose un état actuel complet de la recherche ni un bilan historiographique des travaux publiés depuis la sortie, en 1968, de l'œuvre maîtresse de Willi Gautschi. On renverra ici à l'article déjà signalé de Marc Vuilleumier, paru en 1977, et à la postface de Hans Ulrich Jost à la troisième édition du livre de ce même Gautschi, publiée en 1988 chez Chronos.³⁵ Ces deux textes n'ont – hélas – guère vieilli et complèteront utilement la mise au point publiée par Bernard Degen dans le présent volume et l'article historiographique récent de Roman Rossfeld.³⁶

La paysannerie, en revanche, n'est pas absente du présent numéro, du moins indirectement, via la contribution que proposent Juri Auderset et Peter Moser sur la réflexion théorique menée par le mouvement ouvrier au sujet de la question agraire. Il n'a toutefois pas été possible, comme nous l'aurions souhaité, de donner dans ce numéro un juste prolongement aux travaux de Bernard Chevalley et de Werner Baumann.³⁷ La question de savoir pour quelles raisons la paysannerie organisée s'est montrée si hostile au mouvement ouvrier et jusqu'à quel point elle a poussé et participé à la répression de la Grève mériterait d'être reposée

35 Hans Ulrich Jost, « Der historische Stellenwert des Landesstreiks », postface à Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918...*, pp. 1-xv, repris dans Hans Ulrich Jost, *À tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, 2005, pp. 187-203.

36 Roman Rossfeld, « Streik! Wege und Desiderate der Forschung zur Geschichte des schweizerischen Landesstreiks vom November 1918 » *Archiv für Sozialgeschichte*, 2017/57, pp. 413-437.

37 Bernard Chevalley, « L'attitude des organisations paysannes. L'Union suisse des paysans et la Société d'agriculture du canton de Zurich », in Marc Vuilleumier et al. (éd.), *La grève générale de 1918...*, pp. 211-254; Werner Baumann, *Bauernstand und Bürgerblock. Ernst Laur und der Schweizerische Bauernverband 1897-1918*, Zürich, 1993.

aujourd'hui : elle figurait en bonne place de notre table des matières idéale. Cette thématique, sans doute à affiner à la lumière des recherches actuelles sur l'histoire du monde rural, sera toutefois traitée par ces mêmes Juri Auderset et Peter Moser dans le volume, déjà signalé, à paraître sous la direction de R. Rossfeld, C. Koller et B. Studer.³⁸ Reste que, replacée dans la configuration lourde du bloc bourgeois-paysan – problématique évoquée par Hans Ulrich Jost en conclusion de sa contribution au présent volume – la Grève générale et, plus largement, la montée des conflictualités sociales durant la Première Guerre mondiale, semblent avoir joué un rôle important dans la politisation croissante d'un monde paysan de moins en moins critique à l'égard du capitalisme.

Rappelons à cet égard que, dès 1917, les milieux agricoles, inquiets des éventuels compromis que pourraient passer les partis bourgeois traditionnels avec les sociaux-démocrates et soucieux de faire valoir leurs intérêts spécifiques, commencent à se doter de partis à l'échelon cantonal. La perspective de l'introduction du vote à la proportionnelle au niveau fédéral – revendication, entre autres portées par le Comité d'Olten au premier point de son programme – leur ouvre la possibilité d'être représentés à l'échelon national par leurs propres organisations partisans et non plus par le truchement traditionnel des partis bourgeois : la première élection du Conseil national à la proportionnelle leur procure aussitôt 29 sièges au parlement, avant que le premier représentant agrarien du Parti des paysans, artisans et bourgeois, ancêtre de l'actuelle UDC, n'accède, en 1929 déjà, au Conseil fédéral.

Malheureusement, des problèmes de santé ont empêché Andreas Thürer de nous livrer à temps son article sur la manière dont la Grève générale aurait contribué à résoudre la question du fossé entre Alémaniques et Romands – question qui mériterait elle-même un examen critique – en stimulant les gardes civiques et les droites à se consolider, par-delà la diversité de leurs référentiels politiques respectifs, en un front national commun contre le mouvement ouvrier.³⁹

Ce numéro des *Cahiers* de l'AÉHMO et de *traverse* se veut être une contribution d'étape, de chercheurs et de chercheuses, à une histoire, toujours en mouvement, de la Grève générale de novembre 1918. Et non pas une réponse politique au fantasme, dernièrement ressurgi dans l'espace public, de la Grève générale comme complot bolchevique.⁴⁰ On savait ce mythe itératif : forgé, comme on

38 Voir note No 23.

39 On mentionnera également les travaux de Dorothe Zimmermann, «Den Landesstreik erinnern. Antikommunistische Aktivitäten des Schweizerischen Vaterländischen Verbandes 1919-1948», *Revue suisse d'histoire*, 2013/3, pp. 479-504; cf. aussi Andreas Thürer, *Der Schweizerische Vaterländische Verband 1919-1930/31*, 3 volumes, thèse de doctorat de l'Université de Bâle (Prof. Josef Mooser), 2010, non publiée.

40 Christoph Blocher, «Robert Grimm. Bürgerschreck und Bürgerkrieger», *Die Weltwoche*, 22.01.2018.

l'a vu, dans le feu même de l'action pour discréditer le mouvement ouvrier et diffuser un discours de haine xénophobe, sans cesse repris depuis par la droite nationaliste à des fins de lutte idéologique et politique, on le croyait à jamais consumé par les acquis de la recherche historique. Voilà cependant que, à l'occasion du centième anniversaire de la Grève générale, le fantasme renaît de ses cendres. Due aux dernières trouvailles d'un conseiller fédéral UDC à la retraite, la résurrection provocatrice de ce phénix idéologique ouvrira peut-être un débat d'envergure nationale, mais qui sera parfaitement régressif du point de vue scientifique : assurément, l'avenir de la recherche sur la Grève générale ne peut consister à répondre indéfiniment aux questions depuis longtemps résolues par les travaux historiques sur le sujet.

Malik Mazbouri, Patrick Auderset, Florian Eitel, Marc Gigase, Daniel Krämer, Matthieu Leimgruber, Marc Perrenoud, François Vallotton